

Unité départementale de l'Aisne
10 rue de Mayenne
Cité administrative
02200 Soissons

Soissons, le 19/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SERMIX SAS

BP 19
02400 Chierry

Références : SER25-240_Rinsp
Code AIOT : 0005100205

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement SERMIX SAS implanté BP 19 Rue de l'Eglise 02400 Chierry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERMIX SAS
- BP 19 Rue de l'Eglise 02400 Chierry
- Code AIOT : 0005100205
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SERMIX exploite à CHIERRY un établissement spécialisé dans la production de

constituants nutritionnels pour l'alimentation animale.

Le site fait partie du groupe ADM (Archer Daniels Midland Company) et produit des Prémix notamment sous sa marque internationale «WISIUM».

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 7 décembre 2022, et relève du régime SEVESO seuil haut au titre de la rubrique n°4510 (+ de 200t de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1).

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
2	Caractéristiques des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Sans objet
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
4	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
6	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
7	Contrôle de la plaqued'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Sans objet
8	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
9	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet
10	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'une liste des équipements sous pression qui nécessite quelques corrections et compléments. En effet, le régime de surveillance des équipements ne figure pas, des équipements à l'arrêt sont indiqués comme étant en chômage, un équipement est indiqué en service alors qu'il est à l'arrêt depuis début novembre 2024 et plusieurs dates de prochaines inspections et requalifications périodiques sont manquantes ou erronées.

L'exploitant envisageant de remettre prochainement en service les équipements à l'arrêt, deux équipements à l'arrêt doivent faire l'objet d'une requalification périodique avant remise en service.

Les deux équipements pour lequel le contrôle a été approfondi n'ont à priori pas fait l'objet d'inspection périodique telle que prévu par la réglementation, ils ont néanmoins été contrôlés dans le cadre d'une requalification périodique concluant à leur maintien en service.

Ce contrôle approfondi a mis en évidence que la périodicité des requalifications périodiques n'est pas toujours respectée, les équipements contrôlés par l'inspection étant à jour de leur requalification le jour de la visite.

L'attention de l'exploitant est donc attirée sur l'obligation réglementaire de réaliser les inspections périodiques et de respecter la périodicité des inspections et requalifications périodiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification periodique. L'exploitant tient cette liste a la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils a pression.
Constats : Le site a pour activité la production de constituants nutritionnels pour l'alimentation animale. Il compte un effectif de 37 salariés dont 2/3 sont affectés à la production/logistique et le 1/3 restant aux fonctions support. Les équipements sous pression sont gérés par le responsable HSE (suivi administratif et réglementaire) et le service maintenance (suivi opérationnel) Le site fonctionne en 2/8 du lundi au vendredi. Selon l'exploitant, l'activité n'est soumise à aucun

arrêt technique planifié.

L'exploitant a présenté la liste des équipements sous pression du site soumis au suivi en service.

L'inspection précise que la visite n'a pas pour objectif de vérifier l'exhaustivité de la liste des ESP du site dont seul l'exploitant en porte la responsabilité.

Cette liste est datée du mois et de l'année de sa mise à jour, mars 2025.

Elle fait mention de l'ensemble des informations requises par l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples à l'exception du régime de surveillance. L'exploitant a intégré en séance cette colonne.

L'examen de cette liste appelle les remarques et commentaires suivants :

- quatre récipients d'air (AIR COM 31489 / PAUCHARD 391611 / AIR COM 34134 / AIR COM 34137) sont indiqués comme étant des appareils en chômage. (Arrêtés depuis janvier 2021)

Interrogé par l'inspection sur les démarches qu'il a réalisées avant leur mise en chômage et pendant leur chômage conformément au guide définissant les dispositions techniques à mettre en œuvre pour la mise en chômage d'un équipement soumis au suivi en service GCE 2021-01 rév.0, l'exploitant indique qu'il n'a entrepris aucune démarche spécifique et que les équipements sont donc plutôt à considérer comme étant à l'arrêt.

L'inspection rappelle que l'arrêt d'un équipement ne suspend pas les périodicités des contrôles.

Ainsi les équipements AIR COM 31489 et PAUCHARD 391611 doivent faire l'objet d'une requalification périodique (RP) avant d'être remis en service (Pour les 2 équipements la RP était à faire avant septembre 2024)

L'exploitant explique qu'une demande de devis est en cours pour faire réaliser la requalification périodique des 4 ESP concernés afin de pouvoir les remettre en service.

- le récipient COVALIM 43725 n'est pas indiqué comme étant à l'arrêt alors que le responsable maintenance explique que cet équipement est arrêté depuis octobre-novembre 2024 suite à une fuite dans le circuit de l'échangeur

- pour la majorité des équipements, la date de la dernière RP est également consignée dans la colonne de la date de la dernière inspection périodique (IP). Dans les faits, bien que la RP recale la périodicité des IP, la colonne date de la dernière IP doit comporter la date de la dernière IP et non de la dernière RP.

- pour le récipient PAUCHARD 38381, la date de la prochaine IP est à fixer en juin 2027 et non juillet 2027

- pour le récipient CHAROT 38382, conformément au contrôle approfondi de l'inspection sur cet équipement, la date de la dernière RP est erronée (et celle de la dernière IP également voir point de contrôle 3), il s'agit du 22/06/2023 et non du 22/06/2022, la date de la prochaine IP est à

recaler.
- pour le récipient ATLAS COPCO IMDG450 à priori mis en service en 2023, l'exploitant n'a pas programmé la date des prochaines IP et RP. L'inspection précise que cet équipement ayant été mis en service postérieurement au 01/01/2018 sans contrôle de mise en service, la première inspection périodique est à faire dans les 3 ans suivant sa mise en service.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<u>Demande n°01 :</u> L'exploitant présentera une liste des équipements sous pression mise à jour et corrigée!.
<u>Demande n°02 :</u> Il justifiera des conditions de remise en service des récipients AIR COM 31489 / PAUCHARD 391611 / AIR COM 34134 / AIR COM 34137 et notamment de la requalification périodique des récipients AIR COM 31489 / PAUCHARD 391611
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Caractéristiques des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.
Constats : Parmi la liste des ESP présentée, les deux équipements suivants ont été choisis pour approfondir le contrôle : - Récipient COVALIM / Numéro de fabrication 3F91006 / Année de fabrication 1991 / Mise en service 09/1991 / GROUPE 2 Air / PS 11 bars / Volume 280 L / Suivi sans plan d'inspection selon une périodicité de 48 mois pour les IP et 10 ans pour les RP - Récipient CHARIOT / Numéro de fabrication 2264731 / Année de fabrication 1992 / Mise en service 12/1992 / GROUPE 2 Air / PS 10 bars / Volume 10 000 L / Suivi sans plan d'inspection selon une périodicité de 48 mois pour les IP et 10 ans pour les RP
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour les deux équipements, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter le compte-rendu des deux dernières inspections périodiques.</p> <p>Il ne disposait pas des comptes-rendus dans le dossier de chaque équipement et ne savait pas dire si elles avaient eu lieu.</p> <p>Ces deux équipements étant, toutefois, à jour de leur requalification périodique dont l'attestation conclut que l'équipement peut être maintenu en fonctionnement, l'inspection ne propose aucune suite sur ce point de contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°03 :</u></p> <p>L'exploitant doit veiller à suivre ses équipements sous pression en réalisant notamment les inspections périodiques selon la périodicité requise.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection</p>

périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

Constats :

Compte-tenu du constat au point de contrôle précédent, il n'est pas possible de vérifier le respect de cette prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°04 :

L'exploitant doit veiller au respect de la périodicité des inspections périodiques, conserver une trace de leur réalisation en classant notamment le compte-rendu établi dans le dossier de l'équipement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.

II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.

III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en

évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.

La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.

L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

IV.-Il est interdit :

-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;

-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

Constats :

Récepteur COVALIM 43725 :

L'exploitant a présenté l'attestation de la dernière requalification périodique (RP) N°755787 du 24/07/2023 réalisée par l'ASAP. Cette attestation datée et signée électroniquement par la personne ayant réalisé le contrôle conclut que l'équipement peut être maintenu en service. Sur cette attestation, il est fait mention de l'accessoire de sécurité associé, il s'agit d'une soupape GOETZ N°1000761045 neuve tarée à 10,5 bars.

Récepteur CHARIOT 38382 :

L'exploitant a présenté l'attestation de la dernière requalification périodique (RP) N°753323 du 23/06/2023 réalisée par l'ASAP. Cette attestation datée et signée électroniquement par la personne ayant réalisé le contrôle conclut que l'équipement peut être maintenu en service. Sur cette attestation, il est fait mention de l'accessoire de sécurité associé, il s'agit d'une soupape GOETZ N°1000922083 neuve tarée à 10 bars.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Vérification des échéances de La requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récepteurs mobiles en matériaux autres que métalliques ;

- trois ans pour les récepteurs ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène,

trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;

- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

Constats :

Récepteur COVALIM 43725 :

La dernière RP date du 24/07/2023.

L'attestation de la RP précédente N°50001493354 réalisée par l'APAVE date du 22/05/2012.

La dernière RP a donc été réalisée avec 14 mois de retard sans respect de la périodicité de 10 ans.

La prochaine RP est programmée en juillet 2033 conformément à la périodicité de 10 ans.

Récepteur CHARIOT 38382 :

La dernière RP date du 22/06/2023.

L'attestation de la RP précédente N°50001520791 réalisée par l'APAVE date du 24/10/2012.

La dernière RP a donc été réalisée avec 8 mois de retard sans respect de la périodicité de 10 ans.

La prochaine RP est programmée en juin 2033 conformément à la périodicité de 10 ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°05 :

L'exploitant doit respecter la périodicité des requalifications périodiques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle de la plaqued'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

Prescription contrôlée :

<p>VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Équipement COVALIM 43725 : La plaque est présente et lisible. Les données consignées sont conformes aux caractéristiques de l'équipement mentionnées sur la liste des ESP. Le fluide n'est pas indiqué. L'équipement était bien à l'arrêt tel que l'exploitant l'a indiqué lors du contrôle documentaire en salle.</p> <p>Équipement CHAROT 38382 : La plaque est présente mais illisible. En ayant connaissance des données à retrouver, l'inspection est parvenue à déchiffrer quelques caractéristiques mais cela a été compliqué et reste hypothétique. L'équipement était en service, la pression de service de l'équipement se situait entre 7 et 8 bars.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°06 :</u> L'exploitant est responsable de l'entretien des ESP, il doit s'assurer notamment que chaque équipement est facilement identifiable.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Contrôle de l'état de l'équipement

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Équipement COVALIM 43725 : L'inspection n'a relevé ni fuite, ni déformation, ni corrosion, le support et le revêtement étaient en bon état.</p> <p>Équipement CHARIOT 38382 :</p>

L'inspection n'a relevé ni fuite, ni déformation, ni corrosion, le support semblait en bon état. En revanche, le revêtement est en mauvais état, la peinture qui semble ancienne est écaillée à de nombreux endroits.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°07 :</u> L'exploitant pourra utilement appliquer un nouveau revêtement sur cet équipement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
Constats : Équipement COVALIM 43725 : Lors de la visite terrain de cet équipement, il n'a pas été possible de localiser la soupape. L'attestation de requalification périodique de ce récipient du 24/07/2023 indique qu'elle est neuve et en état satisfaisant et porte le numéro d'identification 1000761045. Équipement CHARIOT 38382 : L'inspection a pu constater la présence d'une soupape de sécurité sur cet équipement. Toutefois, celle-ci étant en hauteur, il n'a pas été possible de la contrôler. L'attestation de requalification périodique de ce récipient du 22/06/2023 indique qu'elle est neuve et en état satisfaisant et porte le numéro d'identification 1000922083.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°08 :</u> L'exploitant doit apporter les éléments permettant de justifier la présence, la localisation et les caractéristiques de la soupape de sécurité du récipient COVALIM 43725. En application de l'art 6.I de l'AM du 20 novembre 2017, le dossier d'exploitation comprend l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".</p> <p>Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Équipement COVALIM 43725 : Marquage par poinçon. La date des trois RP est gravée : 09/04/02 ; 22/05/12 et 24/07/23 et suivie de la tête de cheval. Ces données sont conformes aux données de la liste des ESP.</p> <p>Équipement CHARIOT 38382 : Marquage par poinçon. La date des deux dernières RP, 24/10/12 et 22/06/23, suivie de la tête de cheval est distinguable mais difficilement. Ces données sont conformes aux données de la liste des ESP.</p>
Type de suites proposées : Sans suite